

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 04 FEVRIER 2014**

FN/RT

**OBJET : N° 4.3.4 – TECHNIQUE – ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF –
SYSTEME ASSAINISSEMENT RIVE GAUCHE BOUCLE AUBENAS – POINT AVANCEMENT –
MODALITES DEVOLUTION TRAVAUX – FONCIER – PROCEDURES REGLEMENTAIRES -**

L'an deux mille quatorze, le quatre du mois de février à neuf heures quinze minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Marie DURIEU, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean OZIL, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Max THIBON, Vice-Président du Syndicat,

M. Roland BOULLE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques BOYER, Vice-Président du Syndicat.

Etaient absents :

M. Jean POUZACHE, Vice-Président du Syndicat,
M. René UGHETTO, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacky BARBE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean COROMINA, Vice-Président du Syndicat (excusé).

A été élu secrétaire de séance : M. Max THIBON.

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 23 novembre 2009).

Le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche a engagé un programme de restructuration des systèmes d'assainissement rive gauche de la boucle d'Aubenas comprenant notamment l'extension de la station d'épuration de SAINT-PRIVAT. Dans ce cadre, le Syndicat a attribué un marché de maîtrise d'œuvre au groupement IRH-Fabre et Doinel-PL Consultant et un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage au Cabinet EGIS-Eau. Ce projet nécessite l'accomplissement de formalités juridiques et administratives telles que le dépôt du dossier de demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau, l'ouverture d'une enquête publique ou encore la passation de marchés publics.

Afin d'optimiser les délais de réalisation de l'ensemble des procédures requises, et sans méconnaître les dispositions prises par le Comité Syndical le 25 novembre 2013 pour la période de vacance d'assemblées, il est proposé au Bureau Syndical d'accorder au Président sur les bases de l'article L 5211-10 du CGCT les délégations de pouvoir suivantes ayant pour objet de :

- l'autoriser à établir et déposer en Préfecture le dossier de demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau et de signer tous les documents afférents ;
- l'autoriser à prendre les décisions nécessaires à l'accomplissement de l'enquête publique menée dans les conditions prévues par les articles R.123-1 à R.123-27 du Code de l'environnement, et notamment d'adresser au Préfet la demande d'ouverture de l'enquête publique ;
- l'autoriser à prendre toute décision nécessaire à l'accomplissement de l'étude d'impact qui sera menée selon les modalités prévues par les articles L.122-1 et R.122-1 du Code de l'environnement ;
- l'autoriser à définir le programme de l'opération et en arrêter l'enveloppe financière prévisionnelle ;
- l'autoriser à engager la procédure de passation des marchés publics :
 - o D'extension de la station d'épuration de SAINT-PRIVAT ;
 - o De renforcement des réseaux et de création pour acheminer les eaux usées des réseaux de Labégude, Vals, Ucel, Saint-Privat et Saint-Julien-du-Serre ;
 - o De création de bassins de stockage-restitution ;
 - o De refonte des postes de refoulement du collecteur principal ;
- l'autoriser à signer lesdits marchés avec les entreprises ou les groupements d'entreprises qui auront été retenus.
- Les caractéristiques essentielles de ces marchés sont les suivantes :
 - o Extension de la capacité de la station d'épuration de SAINT-PRIVAT : procédure négociée avec mise en concurrence selon les modalités prévues par les articles 165 et 166 du Code des marchés publics. Travaux de restructuration de la station d'épuration intercommunale pour une capacité de 15 300 équivalents-habitants, avec traitement de l'azote et du phosphore et mise en œuvre d'un accueil des matières de vidange. Le coût prévisionnel est estimé à 4 300 000 €HT. Les formalités de la procédure employée n'imposeront pas de limite maximale au nombre de candidats admis à concourir ; l'admission des candidats étant simplement subordonnée à la justification de leurs capacités techniques et financières à entreprendre une telle opération. Les critères de jugements des offres seront pondérés à 40% pour la valeur technique et 60 % pour le prix.
 - o Travaux touchant aux réseaux, postes de refoulement et bassins de stockage. Les critères de jugements des offres seront pondérés à 40 % pour la valeur technique et 60 % pour le prix.

Le bureau syndical est appelé à prendre les décisions suivantes :

1 – Autoriser le Président à établir et déposer en Préfecture le dossier de demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau (autorisation du projet au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement) et de signer tous les documents afférents.

2 – Autoriser le Président à prendre toutes les décisions rendues utiles par la procédure d'enquête publique prévue aux articles R.123-1 à R.123-27 du Code de l'environnement, et notamment adresser une demande d'ouverture de l'enquête au Préfet.

3 – Autoriser le Président à prendre toutes les décisions nécessaires à l'accomplissement de l'étude d'impact menée selon les modalités prévues par les articles L.122-1 et R.122-1 du Code de l'environnement ;

4 – Autoriser le Président à définir le programme de l'opération et en arrêter l'enveloppe financière prévisionnelle dans la limite des crédits votés par le Comité Syndical ;

5 – Autoriser le Président à engager les procédures de passation des marchés publics de travaux et à signer ces marchés avec les entreprises ou les groupements d'entreprises qui auront été retenus ;

6- Solliciter les aides du Conseil Général, du Conseil régional et de l'Agence de l'Eau ;

7- Recourir, le cas échéant, à une décision collective de l'exécutif syndical comme prévu par la délibération du Comité Syndical du 25 novembre 2013 ;

8- Autoriser le Président à engager toutes démarches nécessaires à la maîtrise du foncier nécessaires à la réalisation du programme.

Après en avoir délibéré, le Bureau Syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL